



ARRETE

Nous soussigné, Maire de la Commune de MIRANDE, Gers,

VU, la Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-2 et L 2512-14,

VU, les Articles R.411-8 et R.415-7 du Code de la Route,

VU, les Articles L 21 à L 27-4 du Code Pénal,

VU, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Considérant, la demande formulée le 22 Mai 2025 par Mr Edouard MENDES, Président de l'association « TEF » sise 1 rue Pierre Lamaguère – 32300 MIRANDE, en vue d'organiser une soirée sur la Place Astarac à l'occasion de « Terrasses en fête », le 30 Mai 2026 de 17h au 31 Mai 2026 à 1h.

ARRETONS

Article 1^{er} : L'association «TEF» est autorisée à occuper le domaine public place d'Astarac, hormis les places de stationnement déjà attribuées aux commerçants locaux, en vue d'organiser une soirée sur la Place Astarac à l'occasion de « Terrasses en fête », le 30 Mai 2026 de 17h au 31 Mai 2026 à 1h.

Article 2 : Le stationnement et la circulation des véhicules sont interdits sur l'ensemble de la place d'Astarac du 30 Mai 2026 à 17h au 31 Mai 2026 à 1h.

Article 4 : Les organisateurs sont chargés de prendre toutes les mesures utiles de protection, et d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

Article 5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par procès-verbal. Ce dernier sera transmis aux tribunaux compétents.

Article 6 : Monsieur le Maire de MIRANDE, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de MIRANDE, les Agents de Police Municipale, les services techniques de la commune de Mirande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MIRANDE, le 22 Mai 2026.

Le Maire,

Bernard DOREY



Notifié le

26/05/2025

E. MENDES

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU – Villa Noullobos – Cours Lyautey – 64010 PAU CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa publication par, envoi sur papier au tribunal, dépôt sur place au tribunal ou sur le site www.telerecours.fr de la requête.



Réseau international des villes du Bien Vivre

